

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 94 — 3428

[C — 09598]

14 DECEMBRE 1994. — Décret relatif à la publicité de l'administration (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° autorité administrative : une autorité administrative visée à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat et relevant de la Communauté française;

2° document administratif : toute information, sous quelque forme que ce soit, dont une autorité administrative dispose;

3° document à caractère personnel : document administratif visé ci-avant comprenant la description d'un comportement dont la divulgation peut manifestement causer un préjudice à la personne concernée ou comportant une appréciation ou un jugement de valeur relatif à une personne physique nommément désignée ou aisément identifiable.

CHAPITRE II. — Dispositions générales

Art. 2. L'autorité administrative donne au public une information claire et objective sur son action.

Le Gouvernement tient à la disposition de toute personne qui en fait la demande un document décrivant les compétences et l'organisation de ses services.

Le Gouvernement arrête le montant de la rétribution qui peut être réclamée pour la délivrance de ce document. Ce montant ne pourra toutefois pas être supérieur au prix de revient du document.

Toute correspondance émanant d'une autorité administrative doit permettre l'identification de l'agent susceptible de renseigner le destinataire.

La notification de toute décision à portée individuelle indique clairement les voies de recours possibles, les instances compétentes pour en connaître ainsi que les formes et délais à respecter par la personne qui s'estime lésée par la décision.

CHAPITRE III. — Droit de consultation

Art. 3. Toute personne peut consulter sur place tout document administratif. Toutefois, les documents à caractère personnel ne sont communiqués que si le demandeur justifie d'un intérêt.

Art. 4. La demande de consultation ou de copie indique la matière concernée et, si possible, les documents administratifs concernés.

Elle est adressée par écrit à l'autorité administrative compétente, même si le document a déjà été déposé aux archives.

Art. 5. L'autorité administrative qui n'est pas en possession du document demandé en informe sans délai le demandeur et lui communique l'identité de l'autorité qui, à son estime, est détentrice du document.

Les demandes sont enregistrées selon les modalités que le Gouvernement arrête.

Art. 6. § 1er. L'autorité administrative peut refuser d'accéder à une demande si elle constate que l'intérêt du public est primé par :

- 1° la sécurité de la population;
- 2° les libertés et les droits fondamentaux des administrés;
- 3° les relations internationales de la Communauté;
- 4° l'ordre public et les missions de sûreté confiées à la Communauté, notamment l'aide à la jeunesse, l'aide sociale aux justiciables et les milieux d'accueil;
- 5° la recherche ou la poursuite de faits punissables;
- 6° un intérêt économique ou financier;
- 7° le caractère par nature confidentiel des informations d'entreprise ou de fabrication communiquées à l'autorité;
- 8° le secret de l'identité de la personne qui a communiqué le document ou l'information à l'autorité administrative à titre confidentiel pour dénoncer un fait punissable ou supposé tel.

§ 2. L'autorité administrative peut rejeter la demande si celle-ci :

- 1° concerne un document administratif dont la divulgation peut être source de méprise notamment parce que le document est inachevé ou incomplet;
- 2° concerne un avis ou une opinion communiqués librement et à titre confidentiel à l'autorité;
- 3° est manifestement abusive;
- 4° est formulée de façon manifestement trop vague.

§ 3. L'autorité administrative rejette la demande si la publicité donnée au document porte atteinte :

- 1° à la vie privée, sauf les exceptions prévues par la loi.
- 2° à une obligation de secret instaurée par la loi ou le décret;

Session 1994-1995.

Document du Conseil. — N° 196; n° 1 : Projet de décret.

Compte rendu intégral. — Rapport oral. Discussion et adoption. Séance du 14 décembre 1994.

3^o au secret des délibérations du Gouvernement, des autorités responsables relevant du pouvoir exécutif ou auxquelles une autorité communautaire est associée.

§ 4. Si l'autorité administrative fait usage du pouvoir qui lui est conféré par les § § 1 à 3, elle peut toutefois faire partiellement droit à la demande.

§ 5. Le refus de communication est notifié dans les trente jours de la réception de la demande.

Il est motivé. L'absence de réponse dans le délai équivaut à un refus de communication.

Le délai de trente jours peut, par une décision motivée de l'autorité, être prolongé de quinze jours.

Art. 7. Toute personne qui démontre qu'un document administratif contient des inexactitudes ou des informations incomplètes la concernant peut en obtenir, sans frais, la rectification. Celle-ci s'opère sur demande écrite de l'intéressé.

L'autorité notifie dans les soixante jours de la réception de la demande les motifs de refus ou d'ajournement de la rectification. L'absence de réponse dans le délai équivaut à un refus. Si l'autorité administrative s'estime incompétente pour apporter les rectifications, elle en informe sans délai le demandeur en identifiant l'autorité qui, selon elle, est compétente.

Art. 8. § 1er. Il est créé une Commission d'accès aux documents administratifs au sein de la Communauté française.

La Commission est composée d'un président, magistrat effectif du rôle francophone, et de cinq autres membres.

Trois de ceux-ci sont désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires de la Communauté française de rang 15 ou plus.

Un membre est choisi par le Gouvernement sur une liste double présentée par l'ordre national des avocats, et un autre sur une liste double présentée par l'ordre national des médecins.

Ces deux membres sont domiciliés dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ou dans la région de langue française.

La Commission élit son vice-président.

Le Gouvernement procède, suivant le même mode, à la désignation de cinq suppléants.

La Commission se réunit au moins une fois par mois.

Un jeton de présence peut être attribué aux membres qui ne sont pas fonctionnaires. Le Gouvernement en arrête le montant.

Les autres modalités de fonctionnement de la Commission sont réglées par le Gouvernement.

§ 2. La Commission émet des avis sur les demandes formulées par toute personne qui rencontre des difficultés pour consulter un document administratif ou en obtenir la correction en vertu du présent décret.

Elle peut également être consultée par l'autorité administrative.

Les avis sont adressés au demandeur et à l'autorité administrative concernée. Ils sont rendus dans les trente jours de la demande. En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, l'avis est négligé.

Dans les quinze jours de la réception de l'avis ou de l'écoulement des trente jours dans lesquels l'avis doit être transmis, l'autorité communique sa décision. L'absence de communication dans le délai équivaut à un rejet. La décision définitive de l'autorité administrative est susceptible de recours devant le Conseil d'État. Le cas échéant, l'avis de la Commission est joint au dossier.

§ 3. Chaque année, et au plus tard le 31 janvier, la Commission remet un rapport sur l'application générale du présent décret au Conseil de la Communauté française. Elle lui soumet toute suggestion relative à son application et toute proposition relative à sa modification éventuelle.

Art. 9. Lorsque la demande de publicité porte sur un document administratif d'une autorité administrative incluant une œuvre protégée par le droit d'auteur, l'autorisation de l'auteur ou de la personne à laquelle les droits de celui-ci ont été transmis n'est pas requise pour autoriser la consultation sur place du document ou pour fournir des explications à son propos.

La copie d'une œuvre protégée par de tels droits d'auteur n'est permise que moyennant l'autorisation préalable de l'auteur ou de la personne titulaire de ces droits. L'autorité précise dans sa communication que l'œuvre est protégée par le droit d'auteur.

Art. 10. Toute personne qui a obtenu, en application du présent décret, un document et qui le diffuse ou le laisse diffuser ou l'utilise ou le laisse utiliser à des fins commerciales est punie d'un emprisonnement de 8 jours à 1 an et d'une amende de 26 à 100 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 11. La copie d'un document administratif peut être soumise au paiement d'une rétribution dont le montant est fixé par le Gouvernement. Ce montant ne pourra toutefois pas être supérieur au prix de revient de la copie.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 12. Aucune disposition du présent décret ne peut être interprétée comme restreignant d'autres dispositions législatives qui prévoiraient une publicité plus étendue.

Art. 13. Toutes les dispositions du livre I du code pénal, le chapitre V excepté, mais le chapitre VII et l'article 85 y compris, sont applicables à l'infraction prévue par le présent décret.

Art. 14. Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur du présent décret.

Bruxelles, le 14 décembre 1994.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

Le Ministre de l'Enseignement et du Secteur audiovisuel,

Ph. MAHOUX

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 94 — 3426

[C — 29598]

22 DECEMBER 1994. — Decreet betreffende de openbaarheid van het bestuur (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities***Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder :

1° bestuursoverheid : een bestuursoverheid bedoeld bij artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State en die afhangt van de Franse Gemeenschap;

2° bestuursdocument : elke informatie, in welke vorm ook, waarover een bestuursoverheid beschikt;

3° document van persoonlijke aard : bovengbedoeld bestuursdocument waarin een gedrag wordt beschreven waarvan de bekendmaking kennelijk nadeel aan de betrokken persoon kan berokkenen of dat een beoordeling of een waardeoordeel bevat over een natuurlijke persoon die bij name wordt genoemd of die gemakkelijk te identificeren is.

HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen***Art. 2.** De bestuursoverheid verstrekt het publiek een duidelijke en objectieve informatie over haar werkzaamheden.

De Regering houdt ter beschikking van iedere persoon die erom verzoekt een document met de beschrijving van de bevoegdheden en de organisatie van haar diensten.

De Regering bepaalt het bedrag van de geldsom die mag gevraagd worden voor de afgifte van dit document. Dit bedrag mag evenwel niet hoger zijn dan de kostprijs van het document.

Het moet mogelijk zijn de ambtenaar die de bestemming kan inlichten te identificeren aan de hand van elke briefwisseling die door een bestuursoverheid wordt verzonden.

De kennisgeving van elke beslissing van individueel belang vermeldt duidelijk de mogelijke beroepsmiddelen, de bevoegde instanties waarbij het beroep kan worden ingesteld alsook de vormen en de termijnen die door de persoon die zich door de beslissing benadeeld acht, moeten nageleefd worden.

HOOFDSTUK III. — *Recht van inzage***Art. 3.** Iedere persoon heeft ter plaatse recht van inzage in elk bestuursdocument. De documenten met persoonlijke gegevens worden evenwel slechts afgeleverd wanneer de aanvrager bewijs levert een of ander belang erbij te hebben.**Art. 4.** Op de aanvraag om inzage of afschrift wordt de betrokken aangelegenheid vermeld, en, zo mogelijk, de betrokken bestuursdocumenten.

Zij wordt schriftelijk naar de bevoegde bestuursoverheid gestuurd, zelfs wanneer het document reeds aan het archief in bewaring werd gegeven.

Art. 5. De bestuursoverheid die over het gevraagde document niet beschikt, brengt er de aanvrager zonder verwijf op de hoogte van en deelt hem de identiteit mede van de overheid die, volgens haar, het document in haar bezit heeft.

De aanvragen worden ingeschreven volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

Art. 6. § 1. De bestuursoverheid mag weigeren op een aanvraag in te gaan indien zij vaststelt dat :

- 1° de veiligheid van de bevolking;
- 2° de fundamentele vrijheden en rechten van de bestuurden;
- 3° de internationale betrekkingen van de Gemeenschap;
- 4° de openbare orde en de veiligheidsopdrachten toegewezen aan de Gemeenschap, inzonderheid de hulpverlening aan de jeugd, de forensische welzijnszorg en de opvangmilieus;
- 5° de opsporing of de vervolging van strafbare feiten;
- 6° een economisch of financieel belang;
- 7° de op zich vertrouwelijke aard van de aan de overheid medegedeelde informatie over het ondernemen of het fabriceren;
- 8° de geheimhouding van de identiteit van de persoon die aan de bestuursoverheid het document of de informatie vertrouwelijk heeft bezorgd om van een strafbaar of als dusdanig verondersteld feit kennis te geven, boven het belang van het publiek gaan.

§ 2. De bestuursoverheid mag de aanvraag afwijzen indien deze :

- 1° een bestuursdocument betreft dat, indien het zou worden verspreid, tot misverstand kan leiden onder meer omdat het document onafgewerkt of onvolledig is;
- 2° een advies of een opinie betreft, die in alle vrijheid en vertrouwelijk aan de overheid werd medegedeeld;
- 3° klaarblijkelijk wederrechtelijk is;
- 4° klaarblijkelijk te onduidelijk is verwoord.

§ 3. De bestuursoverheid wijst de aanvraag af indien de aan het document gegeven openbaarheid afbreuk doet aan :

- 1° de persoonlijke levensfeer, behoudens de door de wet voorziene uitzonderingen;
- 2° een verplichting tot geheimhouding door de wet of het decreet ingesteld;
- 3° de geheimhouding van de beraadslagingen van de Regering, van de verantwoordelijke overheden die afhangen van de uitvoerende macht of waaraan een gemeenschapsoverheid deel neemt.

*Zitting 1994-1995.**Stukken van de Raad. — Nr. 196; nr. 1 : Ontwerp van decreet.**Beknopt verslag. — Mondeling verslag. Bespreking en stemming. Zitting van 14 december 1994.*

§ 4. Indien de bestuursoverheid gebruik maakt van de macht die haar wordt verleend door de §§ 1 tot 3, mag zij evenwel gedeeltelijk ingaan op de aanvraag.

§ 5. Van de weigering een document mee te delen, wordt binnen de dertig dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag kennis gegeven.

Zij wordt met redenen omkleed. Het ontbreken van een antwoord binnen de termijn komt neer op een weigering van mededeling.

De termijn van dertig dagen mag, bij een door de overheid gemotiveerde beslissing, met veertien dagen verlengd worden.

Art. 7. Iedereen die aantoonbaar dat een bestuursdocument onnauwkeurigheden of onvolledige informatie bevat over zijn eigen persoon kan er kosteloos de rechtzetting van bekomen. Deze rechtzetting wordt gedaan op schriftelijk verzoek van de betrokkene.

De overheid geeft kennis binnen de zestig dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag van de redenen van weigering of uitstel van rechtzetting. Het uitblijven van een antwoord binnen de termijn wordt beschouwd als een weigering. Indien de bestuursoverheid onbevoegd meent te zijn om de onnauwkeurigheden recht te zetten, brengt zij er onverwijld de aanvrager op de hoogte van en geeft zij de identiteit op van de overheid die naar haar mening bevoegd is.

Art. 8. § 1. Er wordt een Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten opgericht in de Franse Gemeenschap.

De Commissie is samengesteld uit een voorzitter, werkend magistraat van de Franse taalrol, en uit vijf andere leden.

Drie onder hen worden door de Regering aangewezen onder de ambtenaren van rang 15 of hoger van de Franse Gemeenschap.

Een lid wordt gekozen door de Regering op een dubbele lijst voorgedragen door de Nationale Orde der Advocaten en een ander op een dubbele lijst voorgedragen door de Nationale Orde der Geneesheren.

Beide leden hebben hun woonplaats in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad of in het Franse taalgebied.

De Commissie kiest haar ondervoorzitter.

De Regering stelt op dezelfde wijze vijf plaatsvervangende leden aan.

De Commissie vergadert ten minste eenmaal per maand.

Een zitpenning mag toegekend worden aan de leden die geen ambtenaar zijn. De Regering stelt het bedrag ervan vast.

De overige werkingsmodaliteiten van de Commissie worden door de Regering bepaald.

§ 2. De Commissie brengt adviezen uit over de aanvragen van iedere persoon die moeilijkheden heeft om inzage in een bestuursdocument te krijgen of om er de rechtzetting van te bekomen krachtens dit decreet.

Zij kan eveneens door de bestuursoverheid geraadpleegd worden.

De adviezen worden naar de aanvrager en de bestuursoverheid gestuurd. Zij worden binnen de dertig dagen van de aanvraag uitgebracht. Indien er binnen de voorgeschreven termijn geen mededeling wordt gegeven, wordt het advies veronachtzaamd.

Binnen de veertien dagen vanaf de ontvangst van het advies of het verstrijken van de dertig dagen waarbinnen het advies moet worden overgezonden, deelt de overheid haar beslissing mede. Het uitblijven van een mededeling binnen de termijn wordt beschouwd als een afwijzing. Tegen de definitieve beslissing van de bestuursoverheid kan een beroep worden ingesteld voor de Raad van State. Desgevallend, wordt het advies van de Commissie bij het dossier gevoegd.

§ 3. Elk jaar en uiterlijk op 31 januari, bezorgt de Commissie aan de Raad van de Franse Gemeenschap een verslag over de algemene toepassing van dit decreet. Zij legt hem elke suggestie betreffende zijn toepassing en elk voorstel betreffende zijn eventuele wijziging voor.

Art. 9. Wanneer de aanvraag tot bekendmaking betrekking heeft op een bestuursdocument van een bestuursoverheid waarbij een door het auteursrecht beschermd werk betrokken is, is de toestemming van de auteur of van de persoon aan wie de auteursrechten werden overgedragen niet vereist om de inzage ter plaatse van het document toe te laten of om erover uitleg te verstrekken.

Het afschrift van een door dergelijke auteursrechten beschermd werk is enkel toegelaten mits voorafgaande toestemming van de auteur of van de persoon die over deze rechten beschikt. De overheid bepaalt in haar mededeling nader dat het werk door het auteursrecht is beschermd.

Art. 10. Iedere persoon die in toepassing van dit decreet een document heeft bekomen en die het verspreidt of laat verspreiden of het gebruikt of laat gebruiken om commerciële doeleinden, wordt gestraft met een gevangenisstraf van 8 dagen tot 1 jaar en met een geldboete van 26 tot 100 frank, of met een van die straffen alleen.

Art. 11. Voor het afschrift van een bestuursdocument kan de betaling van een geldsom geëist worden waarvan het bedrag door de Regering wordt vastgesteld. Dit bedrag mag evenwel niet hoger zijn dan de kostprijs van het afschrift.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 12. Geen enkele bepaling van dit decreet mag geïnterpreteerd worden als een beperking van andere wettelijke bepalingen waarbij in een meer uitgebreide bekendmaking zou kunnen worden voorzien.

Art. 13. Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, behoudens hoofdstuk V, maar met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de in dit decreet bedoelde inbreuk.

Art. 14. De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Gegeven te Brussel, 22 december 1994.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met de ambtenarenzaken, het kindwelzijn en de gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek, Hulpverlening aan de Jeugd en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en van de Audiovisuele Sector,
Ph. MAHOUX

F. 94 — 3427

22 DECEMBRE 1994

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française pris en application de l'article 14
du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration;

Vu l'urgence;

Considérant que l'article 32 de la Constitution entre en vigueur le 1er janvier 1995, et qu'il convient dès lors que le décret relatif à la publicité de l'administration entre en vigueur le 31 décembre 1994 au plus tard;

Sur proposition de la Ministre-Présidente du Gouvernement chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement du 22 décembre 1994,

Arrête :

Article 1er. Les dispositions du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration entrent en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication *Moniteur belge*.

Art. 3. La Ministre-Présidente chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 décembre 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 94 — 3427

22 DECEMBER 1994

**Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap, genomen bij toepassing van artikel 14
van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat artikel 32 van de Grondwet op 1 januari 1995 in werking treedt, en dat bijgevolg het decreet betreffende de openbaarheid van het bestuur uiterlijk op 31 december 1994 in werking moet treden;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Regering belast met de Ambtenarenzaken, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 22 december 1994 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. De bepalingen van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur treden in werking de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister-Voorzitter, belast met de Ambtenarenzaken, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 december 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter belast met de Ambtenarenzaken, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,

Mevr. L. ONKELINX